

transports

XII^e

Les habitants de la HLM de la rue Erard sur les nerfs

Une boucherie, deux boulangeries, un buraliste et plusieurs restaurants. Le quartier est agréable, vivant, à deux pas du commissariat du XII^e, mais passé 20 heures, au 30, rue Erard, dans la cour de cette HLM de 15 étages, 300 logements et près de 1 000 habitants, nombreux sont ceux qui préfèrent rester cloîtrés. « Je ne sors plus le soir depuis que je me suis fait agresser, raconte Sylvie, une habitante retraitée du troisième étage. On ne dort pas, ça se bat, ça s'insulte, il y a même des pitbulls. Et la plupart des jeunes n'habitent pas l'immeuble. » Le bâtiment porte les traces de ces nuits agitées, sans parler des barbeaux nocturnes de ces derniers jours. Des portes sont défoncées dans les parties communes. « A mon étage, ils ont détruit certains œilletons ! ajoute Hugnette, octogénaire, retraitée elle aussi, comme la plupart des habitants. Il ne reste qu'un trou sur les portes. »

Le bailleur affirme avoir fait des travaux de sécurisation

La police considère l'immeuble comme sensible. Il se situe pourtant dans un quartier sans problème. « La dernière fois, un appartement a même brûlé ! » explique Sylvie. Les habitants se plaignent aussi d'un évenuel trafic de drogue, accusation confirmée par l'un des gardiens : « C'est un phénomène de bandes, raconte-t-il. Ils ont 14 ou 15 ans. Mais nous, on ne peut rien



30, RUE ÉRARD (XII^e), VENDREDI DERNIER. Les locataires, ulcérés par l'insécurité que leur font vivre des jeunes extérieurs à la résidence, demandent la présence d'un vigile.

(L.P./M.A.)

faire car on quitte notre service à 19 h 15. »

Depuis trois ans, l'association Patastrac, que préside Sylvie, demande au bailleur, Paris Habitat, la présence d'un vigile après 20 heures. « Paris Habitat nous le refuse, mais c'est la seule solution. On est prêt à payer pour ça ! » assure-t-elle. Une pétition allant dans son sens a même réuni une centaine

de signataires sur les 300 logements. Paris Habitat affirme avoir fait des travaux pour empêcher l'entrée de jeunes extérieurs à l'immeuble. Mais, d'après le bailleur, ce secteur ne mérite pour l'heure qu'une simple « politique de prévention », en l'occurrence la possibilité pour les locataires de faire appel en cas de problème au GPIS, un groupement de sécurité cogéré par les bail-

leurs parisiens. « Cette action est positive, explique Paris Habitat, leur présence suffit à faire fuir les groupes. » Dans l'immeuble, le GPIS est d'ailleurs appelé près de deux fois par semaine. Mais les dégradations se poursuivent. « Quand ils grandiront, ils se calmeront, affirme un jeune locataire de 25 ans. Mais pour l'instant, ils continuent à tout casser. »

MATTHIEU MOULIN